



HAL
open science

Un itinéraire de géographe américaniste

Richard Marin, Bertrand Michel

► **To cite this version:**

Richard Marin, Bertrand Michel. Un itinéraire de géographe américaniste. Caravelle. Cahiers du monde hispanique et luso-brésilien, 2013, 100, pp.121-137. hal-01586779

HAL Id: hal-01586779

<https://hal.science/hal-01586779>

Submitted on 13 Sep 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Un itinéraire de géographe américaniste

Entretien avec Claude Bataillon, Université de Toulouse, 19 décembre 2012.

Richard Marin, Michel Bertrand et Claude Bataillon

Une chose qui frappe, dans l'évocation de votre parcours, c'est que vous êtes à la fois très conscient d'être un héritier, du fait de la position éminente de votre père dans le champ universitaire, et, en même temps, vous êtes dans une certaine récusation de ce même système, de ses pratiques et vous aspirez à autre système universitaire.

Claude Bataillon : Même là, je suis un héritier. Même si mon père, Marcel Bataillon, a été professeur à la Sorbonne, jusqu'en 1945, il a ensuite passé 20 ans au Collège de France, un lieu certes prestigieux, mais à l'époque extraordinairement marginal. Il n'y avait pas (il en est de même encore aujourd'hui) d'étudiants de doctorat ni de Diplôme d'Études Supérieures (DES), les masters d'aujourd'hui. Le public d'un cours était composé d'une petite poignée d'érudits et même de quelques clochards, guère plus de 12 à 15 personnes et, dans certaines spécialités, beaucoup moins.

C'était vraiment être marginal et on pouvait être un personnage très prestigieux, mais en même temps marginal, comme mon père, qui avait des sourires en coin sur les Sorbonnards et sur les grands maîtres qu'il connaissait bien. En même temps, comme il se trouvait dans différents conseils et instances universitaires, dans les années 1950 et 1960, il voyait bien comment le système universitaire était en train d'exploser. D'ailleurs, au lendemain de la guerre d'Algérie, il avait été co-fondateur d'une Association de Défense de la Jeunesse Scolaire (DJS) qui remettait en cause toutes les routines du primaire, du secondaire, aussi bien que du supérieur. Finalement, tout cela ne me rendait pas les choses si difficiles. A bien des égards, c'est en tant que fils de mandarin que j'avais une vision critique que je n'ai pas inventée tout seul.

Pouvez-vous expliquer ce qui vous a conduit vers la géographie ?

CB : Tout cela doit bien plus au hasard qu'à une vocation précoce. J'étais, à Paris, élève au lycée Henri IV où j'ai même fait une année d'hypokhâgne au cours de laquelle j'ai beaucoup souffert. Si j'étais bon en histoire, j'étais par contre mauvais en philosophie en latin et en grec. Je me suis alors découvert une vocation pour l'ethnologie. Quand je l'ai dit à mon père, il a levé les bras au ciel en me disant que ce n'était pas un métier. À cette époque-là, Lévi-Strauss n'existait pas encore, Marcel Griaule était le plus connu des quatre ou cinq ethnologues de la place. Sur les conseils de mon père, j'ai été voir une dame au Musée de l'homme, dont je ne me rappelle plus le nom. Elle m'a dit à peu près ceci : jeune homme, pour faire de l'ethnologie, il faut disposer d'une fortune personnelle. Nul ne pouvait imaginer alors le prodigieux développement qu'allait connaître la discipline, à l'université et au CNRS, dans les années qui suivirent.

C'est mon père qui m'a orienté vers la géographie, discipline de « terrain » elle aussi.

Pouvez-vous nous en dire un peu plus sur le milieu de la géographie parisienne que vous avez connu ?

CB : Il était alors dominé par les communistes, avec les deux figures de Pierre George (1909-2006) et Jean Dresch (1905-1994). Par héritage familial, j'appartenais à une tradition de la gauche anticommuniste. Mon père, social-démocrate, était, depuis le *Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes* et le Front populaire, très méfiant à l'égard des communistes¹. Quant à mon beau-frère, Claude Lefort, il appartenait au groupuscule issu du trotskisme *Socialisme et barbarie*, avec Cornelius Castoriadis, qui participa à un mouvement de démystification au sein du marxisme en considérant l'URSS comme un capitalisme d'État et en apportant son soutien aux révoltes anti-bureaucratiques en Europe de l'Est, en particulier à l'insurrection de Budapest, en 1956.

Toutefois, le milieu de la géographie, à Paris, était très peu idéologique, à la différence de l'histoire et du cercle des étudiants communistes de la Sorbonne, animé par François Furet et Annie Kriegel beaucoup plus sectaires. En géographie, une discipline qui se situait à mi-chemin entre le monde des ingénieurs et celui des sciences sociales, régnait la convivialité : on faisait beaucoup de sorties et on se saoulait la gueule ensemble. Pierre George n'était pas du tout idéologue et a rompu avec le parti en 1956, après Budapest. Quant à Jean Dresch, spécialiste de géographie physique, il lui est resté fidèle plus longtemps. Pour y avoir pas mal réfléchi, je pense que la manière dont les géographes communistes voyaient la société relevait bien plus du développement des forces productives, par les grands ingénieurs, que de la dictature du prolétariat¹. En cela, ils n'étaient pas très éloignés du positivisme d'Auguste Comte et, d'ailleurs, l'URSS n'était-elle pas le pays des ingénieurs ?

Toutefois, la critique du système colonial était, à bien des égards, identique chez les géographes communistes et dans la mouvance d'extrême gauche.

Pendant vos années de formation, que lisiez-vous ?

CB : J'avais lu la thèse de Braudel : *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe de Philippe II* (1947) qui m'avait ébloui. J'étais aussi un lecteur de Jacques Berque et, de manière générale, des sciences sociales, de l'ethnologie et de la sociologie bien plus que de la géographie. Les grandes fresques de Pierre George ne m'impressionnaient pas vraiment. Il n'en a pas moins introduit dans la géographie des choses nouvelles, notamment l'intérêt pour la démographie, les thèmes sociaux et les études urbaines. Le thème des rapports ville-campagne, il l'a d'ailleurs récupéré chez le sociologue Georges Friedmann (1902-1977). Pierre George a lancé sur ce sujet 4 ou 5 doctorants dont Bernard Kayser. J'essayais aussi de lire les articles de mon beau-frère, Claude Lefort (1924-2010), que je trouvais horriblement compliqués. Mais je m'accrochais quand même. Pour situer ce que fut ma génération, j'ai composé un portrait collectif² : parmi ces géographes, Armand Frémont, Roger Brunet qui

¹ Marcel Bataillon, :« Les indigènes algériens à la porte de la cité française », *Vigilance*, février 1937, n° 48-49, p. 23-28, texte republié dans *Marcel Bataillon, hispanisme et engagement, lettres, carnets, textes retrouvés (1914-1967)*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, collection Hespérides- Espagne, 2009, 177p., préface de Augustin Redondo (p. 83-99).

² « Six géographes en quête d'engagement : du communisme à l'aménagement du territoire, Essai sur une génération », *Cybergéo*, N° 341, 27 juin 2006 [15 p.]

enseigna à Toulouse et François Durand-Dastès qui, s'il n'a pas connu une carrière aussi « brillante », était probablement le plus malin de tous. C'est, cependant Olivier Dollfus, qui travaillait sur le Pérou, que j'ai le mieux connu. Je pense que c'était l'un des plus brillants mais sans doute pas le plus inventif. Avec Durand-Dastès, ils ont formé une paire intellectuelle très performante. Dollfus était pressé et mettait immédiatement en forme les idées alors que Durand-Dastès, grand esprit critique, n'était guère pressé de les formaliser. Fernand Verger était un de mes copains : il a été l'introducteur de la télédétection satellitaire, chez les géographes français, en relation avec la NASA, ce qui n'est tout de même pas rien quand on voit l'influence qu'elle a prise, depuis. Quant à Paul Claval c'était d'abord un formidable lecteur. Il a passé sa vie à lire dans tous les champs de la géographie humaine, mais aussi des sciences sociales, particulièrement anglophones. A partir de cela il n'a cessé de publier en abondance, et je ne suis pas toujours sûr de comprendre en quoi c'est inventif et d'une grande originalité³.

Quels ont été vos premiers terrains ?

CB : Après ma licence, je suis revenu à la charge et réaffirmé mon souhait de faire de l'ethnologie. Mon père m'a dit alors : fait donc ton D.E.S. de géographie et tu verras après. Faute d'avoir obtenu la bourse que j'escomptais pour travailler en Guinée, dans la région des Monts Nimba, dans l'arrière-pays de Conakry, j'ai choisi la solution de la facilité. C'était en 1953, je me suis rendu cinq mois chez mon frère, Pierre, alors administrateur-adjoint dans le Souf algérien (actuelle wilaya d'El Oued), à qui j'avais déjà rendu visite deux ans auparavant. J'ai donc rédigé une monographie de cette oasis du sud-est algérien, à la frontière tunisienne⁴. Mais, faute de parler et de lire l'arabe, je m'en remettais à mon frère qui pouvait me traduire, ou mieux, me décoder, ce que lui disaient ses administrés. Aussi, mes contacts avec la population étaient-ils extrêmement réduits. Je me limitais donc aux agents de l'État, aux documents et personnels administratifs musulmans des communes mixtes qui venaient à peine de prendre la succession de l'administration militaire antérieure.

J'ai aussi pas mal discuté, comme on me l'avait recommandé, avec le seul « intellectuel » local dont je ne me souviens plus quelles études supérieures il avait menées, ni où. Si Tayeb, fils de moyens propriétaires, dans une palmeraie, était réputé mal pensant, mais, quand je lui ai dit mes doutes sur l'avenir politique de l'Algérie française, prudemment, il a évité d'aborder le sujet. Beaucoup plus tard, grâce à internet, j'ai pu apprendre qu'il avait participé à la guerre d'indépendance et fait une brillante carrière comme ambassadeur à Rabat et sénateur de la république algérienne.

Comme, cette année-là, j'ai rencontré Françoise Rodière, étudiante à Alger, dont le père était de Guelma et que j'épouserai à la mairie de Kouba, en décembre 1954, j'ai voulu prendre mon

³ *Géographes, génération 1930, à propos de Roger Brunet, Paul Claval, Olivier Dollfus, François Durand-Dastès, Armand Frémont, Fernand Verger*, Presses Universitaires de Rennes, collection Espace et territoires, 2009, 228 p., préface de Marie-Claire Robic.

⁴ Elle a été publiée sous le titre *Le Souf, étude de géographie humaine*, 1955, Alger, Institut de Recherches Sahariennes, Mémoire N° 2.

indépendance par un métier. Dès lors, la solution la plus facile a été de passer l'agrégation de géographie que j'ai obtenue à ma seconde tentative, en 1955.

Le passage de votre père à l'Université d'Alger, où il fut professeur d'espagnol, de 1929 à 1937, vous a-t-il influencé ?

CB : Ce n'est que beaucoup plus tard que je l'ai mesuré. Mon père a quitté Alger alors que j'avais six ans. Aussi, pour moi, l'Algérie ne représentait pas grand-chose : tout juste le jardin public à côté de la maison, une autre civilisation...

C'est, bien plus, à travers mon frère aîné et non mon père, que j'ai connu ça. Plus tard, j'ai cependant compris que mon père s'y était beaucoup intéressé. En 1936, il avait été candidat à la députation lors du Front populaire, à Alger pour la SFIO et, en 1937, dans *Vigilance*, le bulletin du Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes (CVIA), dont il était membre, il avait écrit un article sur « Les indigènes algériens à la porte de la cité française⁴ ». C'est presque par hasard que j'ai découvert cet article. Je connaissais, en effet, très mal cette part de son engagement, dont il ne parlait guère.

Par la suite, il a été favorable aux accords de Munich. En effet, comme nombre d'anciens combattants de la Première guerre mondiale, il était persuadé que cette guerre était la dernière. Il était convaincu qu'avoir enlevé son honneur à l'Allemagne était une faute morale et politique. A ses yeux, comme beaucoup d'autres, il pensait que Daladier et Chamberlain avaient sauvé la paix.

Mais, en même temps, il était antihitlérien, plus encore anti-mussolinien et, plus encore, anti-franquiste. Il avait vécu au jour le jour l'expérience de l'Espagne et du Portugal - après son admission à l'agrégation d'espagnol, en 1920, il avait enseigné à l'université de Lisbonne en 1923/1926 - et les menaces contre les régimes constitutionnels et plus ou moins démocratiques qu'il avait observées dans les deux pays ibériques l'avaient vacciné contre les dictatures fascisantes.

Comme votre père était à Alger en même temps que Fernand Braudel, professeur de lycée, se sont-ils fréquentés ?

CB : Braudel était jeune homme brillant et, avant tout, à ce moment-là, un élève de Lucien Febvre. Il avait été, en 1930, secrétaire-adjoint du Congrès national des sciences historiques pour lequel il avait beaucoup mouillé la chemise. Avec mon père, ils échangeaient des fiches bibliographiques **au début des années 1930** mais je ne saurais dire si, de la part de Braudel, il y avait des réticences à l'égard de mon père. En sens inverse, je crois que mon père en tant que philologue rigoureux et exigeant se méfiait beaucoup, ainsi que son ami Américo Castro Quesada (1885-1972), le grand philologue espagnol, du côté brillant de Braudel. Je ne suis pas sûr que sa nouvelle histoire économique disait grand-chose à mon père. Par la suite, dans les querelles entre Américo Castro et Braudel, relatées dans la correspondance paternelle⁵, il défendait indéfectiblement son vieil ami. Il le faisait aussi parce qu'il pensait que ce que faisaient ces « jeunes » n'était finalement pas aussi sérieux que la philologie. Par la suite, mon père et Braudel ont été collègues au Collège de France. Il pouvait avoir une connivence et, même, défendre les mêmes dossiers mais ils se voyaient assez souvent pour ne pas entretenir une correspondance. Il y a eu, entre eux, très peu d'échanges de lettres. Alors que mon père était historien de fait, en tant que philologue, il n'appartenait pas au monde des historiens.

Et après l'agrégation ?

CB : J'ai enseigné un an au Havre puis je n'ai effectué « que » 18 mois de service militaire, car nous avons deux enfants. Ma femme ayant obtenu l'agrégation féminine d'histoire-géographie nous avons, ensuite, fait le choix de partir au Maroc, à Casablanca où nous sommes restés de 1958 à 1962. C'était à la fois le moyen d'avoir un poste double, mais aussi, peut-être, d'une certaine manière, une façon de militer en faveur des indépendances. En réalité, cela ne voulait pas dire grand-chose car tous les professeurs de la mission culturelle française étaient favorables à la paix en Algérie sans que cela leur coûtât beaucoup, à moi pas plus qu'à eux.

Néanmoins, au printemps 1959, j'ai été signataire d'un « manifeste des 481 » (tous Français résidant au Maroc) pour la paix en Algérie que le journal francophone de Casablanca a eu la bonne idée de publier, avec la liste des signataires, ce qui m'a valu quelques avanies avec mes classes du lycée Lyautey. En peu de temps, les événements s'étaient précipités : la guerre d'Indochine, les débuts de la guerre d'Algérie, les événements du Maroc et de Tunisie. Tout cela entretenait chez moi l'idée qu'il fallait négocier, discuter et que l'indépendance était, à terme, l'unique solution. Nous ne voulions pas en savoir davantage sur les luttes fratricides qui opposaient le FLN et le MNA de Messali Hadj. À la maison, où on n'avait pourtant pas l'habitude de se disputer, les discussions entre mon frère et mon père étaient plutôt tendues au sujet de l'avenir de l'Algérie atteinte par « les événements ». J'ai lu, il y a peu, l'ouvrage de l'historien nord-américain Todd Shepard : *1962, Comment l'indépendance algérienne a transformé la France*⁵, qui montre, notamment, que Sartre et Aron, cothurnes à normale Sup et devenus, par la suite, frères ennemis, avaient pourtant un diagnostic identique sur l'inéluctabilité de l'indépendance algérienne.

C'est mon épouse, qui, déçue par le Maroc, a précipité notre départ et a eu l'idée de l'Amérique latine. Elle disait se sentir profondément étrangère au Maroc : « Quand je me balade dans le bled, sur un souk, j'ai envie de me voiler tant je me sens nue ». A Casablanca, les contacts avec des Marocains étaient très exceptionnels.

Comment vous êtes-vous retrouvé au Mexique ?

CB : J'ai donc été voir Pierre Monbeig (1908-1987) alors professeur à la Sorbonne. Aux côtés de Braudel et de Lévi-Strauss, il avait fait partie de la mission française fondatrice de l'université de São Paulo, où il était resté de 1935 à 1946. Il connaissait bien mon père et était un vieux copain de mon « maître », Jean Dresch. Il a fait en sorte que les Affaires étrangères me trouvent quelque chose. J'ai été nommé à l'Institut français de Mexico, en 1962, sur un poste de demi boursier et de demi enseignant. Il était évident, dans mon contrat, que je devais faire une thèse. Je suis bien conscient qu'être le fils de Marcel Bataillon m'a beaucoup servi pour l'obtention du poste, sans que mon père ait eu, d'ailleurs, à décrocher le téléphone. Si j'ai été choisi parmi trois ou quatre personnes, le nom de mon père n'y était sans doute pas pour rien. Mais il est vrai, aussi, que la période était très favorable au redéploiement vers l'Amérique latine. Une bonne partie des technocrates modernistes de la république savait, en 1961, que le système colonial touchait à sa fin et que, par conséquent, il fallait se repositionner. C'est aussi

⁵ Todd Shepard : *1962, Comment l'indépendance algérienne a transformé la France*, Payot, 2008.

à cette époque que l'on recense, notamment en Amérique centrale, dans les consulats, nombre d'anciens administrateurs coloniaux.

Dans votre ouvrage de souvenirs : Un géographe français en Amérique Latine⁶, les photographies de votre séjour à Mexico, témoignent d'un monde universitaire qui n'existe plus : costume de rigueur, mondanités.... Que pourriez-vous en dire ?

CB : Avant mon service militaire, j'ai enseigné un an au Havre où il était absolument inimaginable d'enseigner sans la cravate. Par contre à Casablanca, il en allait différemment et le milieu colonial acceptait fort bien les tenues plus décontractées. En revanche, à Mexico, où nous étions censés être des ambassadeurs de la culture française, la cravate était obligatoire pour toutes les occasions : qu'il s'agisse d'enseigner à l'Institut français ou de nouer des contacts en vue de la recherche. Le Mexique des années 1962-65 restait un pays où les distances sociales et protocolaires étaient rigides, sous une couche d'extrême courtoisie et de familiarité à l'américaine. J'ai mis longtemps à comprendre que dans ce pays, à toute question imprudente, en opposition avec l'opacité de la société réelle, il existait une seule réponse : le silence absolu. Ainsi je pouvais donner des cours en milieu universitaire, mais il était hors de question que quiconque m'explique les règles *réelles* de contenu des programmes, sélection des étudiants, notation de ceux-ci, contenu des examens.

Pouvez-vous nous en dire un peu plus sur ce qu'était l'IFAL ?

CB : L'IFAL avait été imaginé, dès 1944, par Paul Rivet, directeur du Musée de l'Homme et représentant culturel de fait à Mexico de la France combattante. Il y a fait nommer comme premier directeur Marceau Pivert, figure de proue de l'aile gauche de la SFIO jusqu'à son exclusion de 1938. Avant 1945, Rivet avait envoyé au Mexique les ethnologues Jacques Soustelle, puis Guy Stresser-Péan. Au début, les activités de l'IFAL se limitèrent à la tenue de quelques conférences, à quelques cours de français et, surtout, à des rencontres avec les intellectuels de passage ou résidant à Mexico, parmi lesquels Jules Romains, Benjamin Péret ou le philosophe Ramon Xirau.

Quand je suis arrivé à Mexico, mon premier contact avec les cercles intellectuels s'est fait, pour l'essentiel, à partir du réseau de François Chevalier, le directeur de l'IFAL qui se savait en partance à l'automne. Son réseau était extrêmement diversifié et, bien que fils du philosophe catholique traditionaliste Jacques Chevalier (1882-1962) - qui fut secrétaire d'État à l'instruction publique, puis à la famille, en 1940-1941, à Vichy - il était fasciné par la gauche mexicaine et par le parti révolutionnaire institutionnel. Il était, par exemple, très lié au peintre muraliste David Alfaro Siqueiros, à qui il rendait visite en prison.

Comme son prédécesseur, Robert Escarpit, futur billettiste du journal *Le Monde*, il était en conflit permanent avec l'attaché culturel, l'économiste Jean Sirol.

⁶ Claude Bataillon, *Un géographe français en Amérique Latine, quarante ans de souvenirs et de réflexions*, Paris, Institut des Hautes Etudes de l'Amérique latine, La Documentation Française, 2008.

Quand vous êtes arrivés au Mexique, l'ethnologie était en plein essor. N'avait-vous pas été tenté de renouer avec vos premières amours disciplinaires ?

CB : J'ai, en effet, fait « du terrain » mais l'ampleur de mon sujet de thèse ne se prêtait guère au « terrain » ethnologique. En effet, j'avais proposé à mon directeur, Pierre Monbeig, une recherche sur le rapport ville-campagne au Mexique. Il m'avait alors dit de travailler sur la ville de Mexico et les campagnes. Dans une ville qui approchait les 5 millions d'habitants et d'une très grande complexité administrative, c'était un sujet énorme, guère propice au terrain classique des ethnologues. Sur le sujet de ma thèse, les géographes n'avaient rien produit. – l'essentiel de mon information bibliographique provenait des ethnologues et, à un moindre degré, des économistes.

Pierre Monbeig était un directeur de thèse comme la plupart de ceux de cette époque en ce qu'il encadrait assez peu le travail. Mais en plus, il se montrait très libéral et fort peu directif. Il savait qu'un agrégé qui avait passé la trentaine arriverait bien à se débrouiller tout seul. Sans l'air d'y toucher, il savait donner des conseils, sans rien imposer car, à vrai dire, il n'avait pas de doctrine arrêtée. Ainsi, au détour d'une conversation, il lui arrivait de me dire : « Pourquoi ne travaillez-vous pas avec des architectes ? Justement, un d'entre eux m'a laissé ce dossier qui pourrait vous intéresser. »

Quelles sont vos premières impressions du Mexique ?

CB : Pour moi, c'était d'emblée plus gratifiant que le Maghreb où je m'étais essayé, sans grand succès, à apprendre l'arabe. Au Mexique, on m'avait immédiatement demandé d'enseigner, sans même se préoccuper de savoir si je connaissais l'espagnol. Au bout de six mois, ayant fait du latin, je me débrouillais à peu près, ce qui me mettait en mesure de comprendre un pays du tiers-monde dans sa propre langue.

J'avais le sentiment qu'au Mexique, les choses marchaient à peu près et que son système politique, auquel personne ne comprenait à peu près rien, marchait tout de même et que le développement y était une réalité. Il y avait aussi la réforme agraire. Bien sûr, il y avait de la répression, quelques assassinats politiques mais on en parlait peu. Pas plus qu'on n'évoquait les petites guérillas du Guerrero. La sensibilité tiers-mondisme- réformiste de la plupart des coopérants se reconnaissait dans l'expérience mexicaine.

Étant à Mexico et, de surcroît latino-américaniste, quel regard portiez-vous sur la révolution cubaine ?

CB : Il se trouve que j'ai voyagé à Cuba, quelque dix jours de l'été 1963, avec Pierre Nora. Il disposait d'une lettre d'accréditation du *Nouvel Observateur*. Ne pas oublier, que le point de départ de son ouvrage *Les Français d'Algérie*, de 1961, résultait d'un article pour cet hebdomadaire. Je le connaissais un tout petit peu pour l'avoir entrevu chez mon beau-frère, Claude Lefort. Il avait obtenu la Bourse du tour du monde de la fondation Singer-Polignac. C'est un truc qui existait alors, il y avait deux bourses par an. Elle recrutait des jeunes gens brillants qui avaient l'obligation d'être célibataires.

À ce moment-là, si je me souviens bien, seules deux lignes aériennes existaient pour se rendre à : à partir de Moscou ou de Mexico. C'est la raison pour laquelle Pierre Nora est passé par Mexico. Avant son voyage il avait pris toute une série de contacts par l'intermédiaire de Jean Daniel et nous avons rencontré l'Association des écrivains cubains et d'autres encore⁸.

Nous sommes arrivés en plein cyclone ce qui nous a valu un bel exercice de propagande de Castro démontrant la supériorité du système cubain, capable de gérer les inondations et de relancer la croissance. Pour moi, à ce moment-là, c'était assez séduisant et j'ai même rédigé une dizaine de pages, ambiguës et très modérément critiques. Je les ai envoyées à Pierre Nora qui a mis beaucoup de temps à répondre en argumentant : c'est vrai que nous avons décidé de publier quelque chose ensemble mais ce n'est peut-être pas le moment. En fait, lui qui avait une meilleure connaissance que moi du milieu des intellectuels parisiens avait compris que ce même milieu changeait par rapport Cuba et n'était plus prêt à le promouvoir, comme au début, ce que je ne percevais pas de ma lointaine province de Mexico.

Avant mon départ de Cuba, j'avais tout de même eu l'occasion de vérifier la réalité du système policier. Dans ma chambre d'hôtel, j'avais surpris un employé qui fouillait dans mes bagages. C'est sans doute lui qui alerta la police. A la douane, peu avant l'embarquement, les policiers me demandèrent de les suivre. On me fit ouvrir mon cartable qui contenait deux ou trois cartes topographiques, remises par des collègues géographes locaux et que j'avais annotées afin de me déplacer plus facilement. On m'interrogea afin de savoir si j'étais un espion. Fort heureusement, on ne saisit pas mon carnet de notes et je pus tout de même prendre mon avion.

Quand revenez-vous en France et dans quelle institution ?

CB : Je suis de retour en France en janvier 1966 et j'intègre alors l'Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine (IHEAL). A ce moment-là, comme on manquait singulièrement de spécialistes de l'Amérique latine, les offres d'emploi ne manquaient pas. À Mexico, j'avais rencontré Jean Meyriat qui était à la direction du centre de documentation de la Fondation nationale des sciences politiques, depuis 1948 et du Centre d'études et de recherches internationales (CERI) pour lequel il avait déjà recruté Pierre Gilhodès et Alain Rouquié. Il m'avait alors offert de travailler avec lui à mon retour en France et d'intégrer sa petite équipe. J'ai finalement opté pour le CNRS où mon intégration a été facilitée par Pierre Monbeig qui était alors directeur-adjoint pour son département des Sciences humaines. Du même coup, j'intégrais aussi l'IHEAL dont Monbeig était le directeur. Il me chargea d'emblée, en vertu des « tâches collectives » que nous étions tenus d'assumer au CNRS, de créer le centre de documentation de l'IHEAL pour lequel venait d'être recrutée une documentaliste. Toutefois, l'entreprise se révéla compliquée avec des locaux insuffisants, que, de surcroît, nous devions partager, non sans tensions, avec le Centre de droit comparé. A titre personnel, je me trouvais en première ligne dans le conflit : l'IHEAL étant dirigé par mon directeur de thèse, le Centre de droit comparé par mon beau-père et la bibliothèque, par ma sœur !

De plus, l'IHEAL souffrait de sa marginalité : ce n'était pas une vraie structure universitaire. En tout et pour tout, il ne disposait que d'une seule enseignante à plein temps : la lusiste Andrée Mansuy⁷. Les autres enseignants n'étaient que des chargés de cours. Parmi eux, il y avait Frédéric Mauro, Jean-Pierre Berthe, Olivier Dollfus mais aussi des réfugiés politiques étrangers dont Celso Furtado. De plus, si l'Institut décernait bien un diplôme, on ne pouvait y soutenir de thèse. Il y avait, à ce moment-là, fort peu d'américanistes. En géographie, seulement Pierre Desfontaines, passé par le Brésil dans les années 30, et Pierre Monbeig qui lui avait succédé là

⁷ Andrée Mansuy, *Cultura e opulencia do Brasil por suas drogas e minas*, Paris, Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine, 1965.

bas. En histoire, Frédéric Mauro, élève de Braudel. S'agissant du Mexique, fort peu de Français le connaissait : seul François Chevalier avait publié (outre son ouvrage sur les grands domaines au XVIIe siècle) quelques articles sur le système socio-politique contemporain.

Parmi les étudiants de l'IHEAL on comptait de nombreux étrangers et assez peu de Français qui venaient faire là une spécialité. Il y avait alors peu de géographie, la science politique latino-américaniste était quasiment inexistante, à cette époque. Par ailleurs les tensions étaient vives avec l'Institut d'Études hispaniques de la rue Gay-Lussac.

Grâce à la sollicitude du recteur Sarrailh, puis de ses successeurs, l'IHEAL n'a jamais manqué d'argent jusqu'en 1969, pour sa bibliothèque, et a pu acheter des livres.

Les événements de mai 68 avaient beaucoup affecté Pierre Monbeig. Non pas d'un point de vue « mandarin » car il était trop marginal à l'université pour appartenir à la caste, mais à cause du monceau d'imbécillité qu'il avait entendu. Je me souviens encore de cette assemblée générale historique, à l'IHEAL, à laquelle il apparut, fatigué par le décalage horaire, de retour de Cuba, où il venait de signer une convention scientifique pour le CNRS. Pressé par les étudiants de prendre la parole, il eut alors ce trait d'humour qui désarçonna son auditoire : « Vous savez, à Cuba, quand entre le directeur, tout le monde se lève ».

De manière moins anecdotique, Monbeig n'a malheureusement pas su profiter des circonstances de la réforme universitaire pour renégocier efficacement le statut de l'IHEAL. Comme il connaissait bien Braudel – mais qu'est-ce que l'amitié entre deux caciques ? – il aurait au moins pu tenter de négocier une intégration à la toute jeune École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS). Il n'en a rien fait et, par défaut, nous avons été intégrés à Paris III qui avait un fort département de langue espagnole. Il en est résulté que nous avons survoté, survivant grâce à l'appui du CNRS, entre 1969 et 1982. En effet, Monbeig a obtenu la création d'un laboratoire associé au CNRS qui a permis la survie de l'institution, le CREDAL (Centre de recherche et de documentation sur l'Amérique latine).

Au CNRS, le choc de 68 avait été beaucoup moins fort qu'à l'université. Nous étions une institution marginale où les choses se passaient plus facilement. Dans les nouvelles commissions de sélection, on avait intégré, sans problème, des techniciens et de jeunes chercheurs. De mon côté, dans la commission de géographie ainsi « renouvelée », j'ai modestement œuvré à faire évoluer le statut des chercheurs. À cette époque, pour l'essentiel, ne restaient définitivement au CNRS que quelques marginaux : ainsi, tel abbé en géomorphologie ou ceux qui souffraient de problèmes psychologiques. Quant aux autres, ils intégraient rapidement l'université.

Pour ma part, – je me reconnaissais dans la deuxième gauche « réformiste », sans pour autant appartenir au PSU – j'ai pesé pour que nous fassions nôtre, en géographie, le modèle des sciences exactes et que nous recrutions des chercheurs pérennes au CNRS. Une telle mesure a beaucoup mécontenté les mandarins mais a ravi Pierre Monbeig qui y a vu, entre autre chose, l'occasion de recruter des chercheurs sur l'Amérique latine.

Pour ma soutenance de thèse, en 1970, j'ai, d'une manière idiote dont je me repens aujourd'hui, dynamité le rituel. La soutenance se déroulait au grand amphithéâtre de l'Institut de géographie de Paris. Je n'avais invité aucun collègue et, seulement, ma femme, mon père, et un couple d'amis non universitaires : lui était un juif marocain et sa femme, une Française. Après la soutenance,

il n'y a pas eu de pot, une stupide austérité qui n'avait pas grand sens car, après tout, j'avais bien travaillé six ou sept ans à cette thèse.

Le seul membre du jury qui est venu, ensuite, chez moi, prendre un pot, était le Bordelais Henri Enjalbert. Par la suite, en tant que membre du Conseil National des Universités (CNU), il s'est montré le seul sévère à l'égard de ma thèse. Au moment de la soutenance, face à Pierre Monbeig, il n'avait pas osé dire ce qu'il pensait vraiment.

Comment et pourquoi arrivez-vous à Toulouse ?

CB : Je suis arrivé à Toulouse en 1973 après avoir hésité entre cette ville et Strasbourg. J'étais lassé de la désespérance que suscitait l'IHEAL, des conflits à n'en plus finir et de l'absence de moyens. C'est la présence de Bernard Kayser, alors directeur de l'Institut de géographie, qui m'a attiré à Toulouse où j'avais bien l'intention de faire de la géographie active sur la région toulousaine et non pas du travail sur le tiers-monde ou l'Amérique latine. Dans le milieu des géographes toulousains, il n'y avait pas de vrais conservateurs, à l'exception, peut-être, de Jean Sermet, spécialiste de l'Espagne. Le vrai clivage opposait les « modernistes », à moitié aménageurs et à moitié contestataires, plutôt spécialistes de la géographie urbaine, dont Kayser était le chef de file, aux spécialistes de la géographie physique proches de Georges Viers et liés plutôt au PCF. Quant à Georges Bertrand, il était un dissident de ce second groupe et occupait une position originale. Je n'ai guère eu le temps ni l'opportunité de travailler sur les questions d'aménagement en France. Suite à des tensions internes à l'Université du Mirail, Bernard Kayser m'incita à travailler sur le tiers-monde, pour justifier ma présence à Toulouse, aux yeux du CNRS, mon employeur. En quelques jours j'ai rédigé le texte d'un projet sur le tiers-monde, libéralement accepté par le CNRS.

Et bien sûr, comme le milieu latino-américaniste se développait à Toulouse – comme en témoignent les *Chroniques de Caravelle* de l'époque – je m'y suis très vite trouvé impliqué.

La revue *Caravelle* avait été fondée dix ans auparavant par l'hispaniste Paul Mérimée, le lusiste Jean Roche, et l'historien Frédéric Mauro, parti à Nanterre en 1967. Sur mon expérience de *Caravelle* que dire ? Mérimée s'était déchargé sur Georges Baudot de toutes les tâches du secrétariat général avant que ce dernier n'accède à sa direction et règne sur la revue. Même si j'avais avec lui des rapports parfois difficiles, l'impartialité me conduisit à reconnaître qu'il avait une vraie passion pour l'édition et qu'il payait vraiment de sa personne. *Caravelle* restait un bastion des littéraires et j'ai toujours pensé qu'il ne valait pas la peine d'essayer d'y créer un espace pour les sciences sociales. C'eût été, à mes yeux, susciter une concurrence absurde et peu réaliste avec les revues parisiennes comme les *Cahiers d'Amérique latine* où les *Problèmes d'Amérique latine*. J'ai le souvenir d'une unique expérience de numéro entièrement consacré à « la terre et les paysans », piloté par Romain Gaignard. Mais c'était plus un « coup » qu'une véritable politique. Ici, comme ailleurs, mon père l'avait déjà vécu, en son temps, historiens et littéraires nourrissaient, les uns à l'égard des autres, une méfiance réciproque. Les premiers considéraient que les seconds n'avaient aucune légitimité en histoire et les littéraires jugeaient qu'ils étaient parfaitement habilités à s'y intéresser.

A mon arrivée en 1973, les américanistes toulousains étaient nombreux en littérature : Jean Andreu, Georges Baudot, Milagros Ezquerro, Maurice Fraysse, Jacques Gilard, Claire Pailler. En histoire Bartolomé Bennassar et Pierre Vayssière, en géographie Romain Gaignard et, épisodiquement, Bernard Kayser. Les chroniques de *Caravelle* décrivent la multiplication des conférences et séminaires tirant profit de visiteurs de passage ou de collègues temporairement

associés. Plusieurs années de suite, des Semaines latino-américaines ont été organisées, entre célébration d'écrivains latino-américains, colloques universitaires, manifestations militantes de gauche et chaleur folklorique. Cette pratique était particulièrement bien rodée chez les hispanistes de l'université.

La collaboration des américanistes a conduit à la création du DUELA (Diplôme Universitaire d'Etudes Latino-américaines) à partir de 1971. Les initiateurs (je crois Andreu, Bennassar et Gaignard) ont réussi à faire accréditer des Unités de valeur sur des thèmes latino-américains, de littérature, de géographie et d'histoire, par les départements respectifs, ce qui donnait un diplôme. Souvent plusieurs enseignants se trouvaient ensemble devant les étudiants, pratique fort anticonformiste à l'époque. Parallèlement les mêmes Andreu, Bennassar et Gaignard ont, en 1974, organisé en Argentine un voyage d'étude collectif dans la petite ville de Piguë, dont a été tiré un livre⁸. Le sigle de CIELA (Centre Interdisciplinaire d'Etudes Latino-américaines), sans organisation formelle, couvrait ces recherches collectives, exceptionnelles et d'autant plus valorisées idéalement.

Le GRAL a d'abord été créé comme une petite structure du CNRS, en 1977. Il comptait au départ deux chercheurs : Roberto Santana, un géographe chilien venu se réfugier en France en 1973, et moi-même, sans aucun « technicien » ou ingénieur, avec la participation des universitaires qui voulaient bien y croire. Ce petit centre de recherche donnait une légitimité au niveau national pour le noyau toulousain. Pour le directeur que j'étais, l'essentiel était de convaincre que je ne voulais pas imposer mon « pouvoir » sur les quelques collègues universitaires potentiellement intéressés, tout en luttant contre les tendances « naturelles » à l'individualisme de ceux-ci, pour qui le droit absolu de chacun à mener au rythme qu'il souhaitait « sa » recherche était une évidence. Le principal problème relevait, et relève encore, des difficultés auxquelles on se heurte, en sciences humaines et sociales, pour faire vivre durablement des collectifs de chercheurs. Tout au plus, peuvent-ils s'investir collectivement dans un numéro de revue, un ouvrage voire un colloque, ce qui permet de montrer la légitimité de la dite équipe aux yeux du CNRS.

Le GRAL était cependant la structure qui laissait espérer que soit recruté par le CNRS tel chercheur local qui n'espérait pas un poste d'enseignant à l'Université du Mirail. Mais cet espoir était mince, et de plus tout chercheur du CNRS pouvait négocier sans grandes contraintes son affectation postérieure... à Paris, bien sûr. Si bien que pour ces chercheurs du CNRS, affectés au GRAL, nous nous sommes toujours heurtés aux mêmes problèmes : comme il était impossible de les fixer, compte tenu du tropisme parisien, beaucoup venaient à Toulouse parce que c'est là qu'un poste leur était proposé et s'empressaient de repartir. La question est de savoir à partir de combien d'individus (dans une discipline donnée) la masse critique est atteinte pour que des chercheurs se sentent membres d'une communauté assez accueillante et assez prestigieuse pour qu'il vaille la peine de lui faire allégeance et de lui consacrer durablement de son temps et de ses efforts. Bien que parisien par mes attaches familiales, j'ai vécu le milieu latino-américaniste toulousain avec le sentiment permanent que nous étions en marge, comme une forteresse assiégée, avec la crainte permanente que les « traîtres » n'émigrent vers Paris; pour les nouvelles générations, je pense que l'appui de l'institution latino-américaniste

⁸ *Les Aveyronnais dans la Pampa, fondation, développement et vie de la colonie aveyronnaise de Piguë, Argentine*, Privat, 1977.

toulousaine est trop évanescent pour qu'ils ne s'investissent pas d'abord dans un groupe disciplinaire: milieu naturel ou études urbaines pour les géographes, bloc FRAMESPA (malgré son hétérogénéité) pour les historiens...

Puis Romain Gaignard a alors lancé en 1980 l'idée d'un centre de documentation sur l'Amérique latine à Toulouse qui deviendrait le siège d'une structure fédérative nationale. Fort de mon expérience parisienne de la documentation, j'ai été soumis à forte pression pour la poursuivre à Toulouse. On a peine à imaginer aujourd'hui, à l'ère de Google, l'importance que pouvait revêtir alors la documentation matérielle difficile à obtenir, la littérature grise ou la presse par exemple, comme outils essentiels à la recherche. Ainsi est né le CEDOCAL (Centre de documentation sur l'Amérique Latine à Toulouse), assurant dès sa création la coordination du « GRECO » du CNRS (« Groupement de Recherche COordonnée » dans le jargon de l'époque) chargé de la documentation nationale sur l'Amérique latine, en collaboration, bien sûr, avec l'IHEAL parisien.

Romain Gaignard, qui était à partir de 1981 directeur de la Coopération et des Relations Internationales au cabinet du ministre de l'Éducation, Alain Savary, a pesé, ainsi que son adjoint Jean Revel-Mouroz, en faveur de la re-recréation de l'IHEAL, en le dotant d'une structure institutionnelle permettant l'attribution de postes d'enseignants universitaires, ce qui fut fait. Il a en même temps parallèlement poussé à la fondation de l'Institut Pluridisciplinaire pour les Études sur l'Amérique latine à Toulouse (IPEALT), qui, lui, n'a pas obtenu de postes d'enseignants universitaires qui lui soient propres (mais qui le souhaitait à Toulouse, et pour quel public d'étudiants ?).

Comment se comportent les différentes corporations universitaires qui se trouvent réunies au sein du latino-américanisme, en particulier à Toulouse ?

CB : Chez les littéraires la passion politique est morale. Le sens du travail militant chez les hispanistes s'est fait solidarité active, pour traduire en français les textes qui composent la thèse de 3e cycle soutenue par Roberto Santana en 1975-6. Cette passion morale est souvent menée avec peu d'analyse sociale, d'où la succession des passions avec Cuba, Allende, le Sandinisme, le Sous-Commandant Marcos. Les historiens et gens de sciences sociales contemporaines ont plus facilement une analyse critique. Les clivages politiques au sein des latino-américanistes toulousains étaient clairs (mais c'est vrai ailleurs en Europe). Dans les années 1960 et 70, si les hispanistes péninsulaires sont très proches du PC (face au franquisme), les latino-américanistes littéraires sont d'extrême-gauche (pour Toulouse, Andreu, Fraysse) ou proches de la neutralité, comme Baudot.

Les historiens ont été longtemps un groupe où seuls des marginaux s'identifiaient à l'Amérique Latine : Chaunu a laissé occulter son ou ses livres américanistes, pour mettre en avant son œuvre de moraliste-démographe... alors que Chevalier en dit le moins possible sur son hispanisme à la Casa Velasquez, comme si la société espagnole ne lui importait pas. Or ses carnets montrent que, bien naturellement, c'est en hispaniste qu'il réagit à sa découverte du Mexique. Mais, comme historien universitaire français, ce marginal s'impose principalement à travers son élève Xavier Guerra. Dans les années 1960, deux historiens s'investissent sur l'Amérique Latine : Jean Piel (au Pérou) ne sort d'une situation de marginal que très tardivement, tandis que Jean Meyer (au Mexique) ne sort d'une telle situation, très vite, qu'en se « mexicanisant » complètement. A mon sens, aucune « école » latino-américaniste ne prend corps de façon visible dans les générations postérieures, chacun liant partie avec un ou plusieurs groupes thématiques, souvent pour aboutir à des comparaisons fructueuses hors de l'orbite latino.

Pendant les années 1960-80, sous l'impulsion de Pierre Monbeig, puis de Jean Revel-Mouroz, Hélène Rivière d'Arc et d'autres à Paris, et de notre petit noyau du GRAL à Toulouse, l'aire culturelle latino-américaniste a formé un groupe identifiable par des thèmes communs (aménagement du territoire et formation d'Etats-nations, que nous avons voulu surévaluer). Postérieurement, la spécialisation disciplinaire prend le dessus : pour les géographes « jeunes » que je connais, c'est la thématique qui leur fournit leur promotion, avec des comparaisons dans d'autres continents (par exemple, la frontière pour Anne Laure Szary, l'habitat informel pour Virginie Baby). Faire « du terrain » se fait de façon de plus en plus rapide et morcelée, la documentation s'universalise à travers internet, alors on n'a plus besoin d'appartenir à la corporation des brésilianistes, mexicanistes, péruanistes etc., et les sociétés de ces pays se donnent à voir sous une face de plus en plus moderne et internationale. En réalité ces étrangers que nous sommes (géographes, sociologues ou anthropologues) qui savent percevoir des spécificités de longue durée du Brésil, Mexique, etc., sont utiles aussi bien à l'« Occident » dont nous sommes et qui nous paye, qu'aux nationaux de ces pays, surtout si on a le courage de dire ce qui n'est pas bon à dire (plus facile en retraite quand on n'a plus d'enjeux professionnels).

Si l'on veut, pour conclure, se pencher sur la capacité de dialogue interdisciplinaire au sein des latino-américanistes toulousains, il est clair que les besoins communs de la documentation ont cessé d'être un enjeu fondamental à l'heure de Google, même si la capacité de préserver, identifier, continuer à réunir des trésors, reste une tâche à laquelle les chercheurs doivent se consacrer, sous peine de le regretter amèrement dans quelques lustres s'ils l'abandonnent. Il reste la publication commune (n° de revue, livre collectif, colloque) c'est-à-dire du travail à court terme, gratifiant pour ceux qui y assument un rôle d'entrepreneur. Mais c'est sur le long terme que l'enjeu est essentiel : aussi fragiles soient-ils, les collectifs durables que représentent les rédactions des revues, des collections d'ouvrages, sont les seuls garants d'une connaissance qui ne soit pas la proie de modes où règne l'originalité fragile et éphémère, sans contrôle mutuel entre pairs.